

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Autres opérations

Regroupement d'actions / d'obligations

SAFE

Société anonyme au capital de 325.586,5344 euros

Siège Social : ZA de Montepy, 80 rue de Montepy

69210 Fleurieux-sur-l'Arbresle

520 722 646 RCS LYON

**AVIS DE REGROUPEMENT D' ACTIONS / AVIS DE SUSPENSION DE LA FACULTE
D'EXERCICE/CONVERSION DES PORTEURS DE VALEURS MOBILIERES EMISES PAR LA SOCIETE**

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la société Safe SA (la « **Société** ») en date du 30 décembre 2024 (l' « **Assemblée Générale** ») a, aux termes de sa neuvième résolution :

- **délégué** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, ses pouvoirs pour procéder au regroupement des actions composant le capital de la Société, de sorte que 1.000 actions anciennes d'une valeur nominale de 0,0048 euro (après la mise en œuvre de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à l'Assemblée Générale) soient échangées contre 1 action nouvelle d'une valeur nominale de 4,80 euros ;
- **donné** tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de :
 - o mettre en œuvre le regroupement ;
 - o fixer la date de début des opérations de regroupement qui interviendra au plus tôt à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;
 - o fixer la période d'échange dans la limite de trente (30) jours maximum à compter de la date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO visé ci-dessus ;
 - o suspendre le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;
 - o procéder, en conséquence du regroupement d'actions, à tous ajustements des droits des bénéficiaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - o constater et arrêter le nombre exact d'actions de 0,0048 euro de valeur nominale (après la mise en œuvre de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à l'Assemblée Générale) qui seront regroupées et le nombre exact d'actions de 4,80 euros de valeur nominale susceptibles de résulter du regroupement ;
 - o constater la réalisation du regroupement et procéder en conséquence à la modification des statuts ;
 - o procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - o procéder, si besoin, à l'ajustement du nombre d'actions de 0,0048 euro de valeur nominale (après la mise en œuvre de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à l'Assemblée Générale) pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des autorisations et des délégations de compétence ou de pouvoirs conférées au Conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ainsi que par l'Assemblée Générale ;
 - o publier tous avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi ;
 - o plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la présente résolution et conformément à la réglementation applicable ;

- **prend acte** que les actionnaires devront procéder aux achats et aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début des opérations de regroupement ;
- **décide que**, dès l'opération de regroupement susvisée, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour procéder au regroupement précité auront l'obligation, conformément à l'article L. 228-29-2 du Code de commerce, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour pouvoir procéder audit regroupement pendant la période d'échange ;
- **décide** que les actions n'ayant pu être attribuées individuellement et correspondant aux droits formant rompus seront vendues dans les conditions et suivant les modalités de l'article R. 228-12 du Code de commerce ;
- **décide** que :
 - o les actions nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiait du droit de vote double ;
 - o en cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles sera réputé débuter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes.
- **prend acte** qu'à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus ;
- **fixé** à douze (12) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale la durée de la délégation.

Le Conseil d'administration de la Société, faisant usage de la délégation susvisée, a décidé, par une décision en date du 15 mai 2025, de mettre en œuvre le regroupement des actions de la Société selon les modalités suivantes :

Date de début des opérations de regroupement : 4 juin 2025.

Base de regroupement : échange de 1.000 actions anciennes d'une valeur nominale de 0,0048 euro contre 1 action nouvelle d'une valeur nominale de 4,80 euros.

Nombre d'actions soumises au regroupement : 77.830.528 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Nombre d'actions à provenir du regroupement : 77.830 actions d'une valeur nominale de 4,80 euros chacune.

Global Corporate Finance Opportunities 20, actionnaire de la Société, a renoncé au regroupement de 528 actions anciennes d'une valeur nominale de 0,0048 euro chacune afin d'obtenir un nombre rond d'actions au résultat de l'application du ratio d'échange susvisé.

Le nombre d'actions soumises et à provenir du regroupement sera majoré, le cas échéant, des actions émises suivant l'exercice des droits des bénéficiaires de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, ou des actions qui seraient émises avant la date d'entrée en vigueur de la suspension. Dans cette hypothèse, le nombre définitif d'actions soumises au regroupement et à provenir du regroupement, ainsi que le nombre définitif d'actions anciennes auquel Global Corporate Finance Opportunities 20, actionnaire de la Société, devra renoncer à regrouper afin d'obtenir un nombre rond d'actions au résultat de l'application du ratio d'échange susvisé, seront déterminés par le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à la fin des opérations de regroupement, et fera l'objet d'une publication par la Société.

Période de regroupement : 30 (trente) jours à compter de la date de début des opérations de regroupement, soit du 4 juin 2025 au 4 juillet 2025 inclus.

Suspension : afin de faciliter la réalisation des opérations de regroupement, ainsi que le permettent les dispositions de l'article L. 225-149-1 du Code de commerce et conformément à la délégation conférée par l'Assemblée Générale le 30 décembre 2024, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 15 mai 2025, a décidé à l'unanimité de suspendre la faculté d'exercice des droits attachés à l'ensemble (i) des obligations convertibles en actions nouvelles de la Société (les « **OCEANE** ») émises dans le cadre du contrat de financement conclu avec Global Corporate Finance Opportunities 20 en date du 14 mars 2023, (ii) des bons de souscription d'actions (les « **BSA** ») émis par la Société en circulation, (iii) des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « **BSPCE** ») émis par la Société en circulation, et (iv) des plans d'attribution gratuite d'actions en vigueur le cas échéant (les « **AGA** » et ensemble avec les OCEANE, les BSA et les BSPCE, les « **Valeurs Mobilières** »). La suspension des Valeurs Mobilières entrera en vigueur à compter du 27 juin 2025 à 23h59, et se terminera le 9 juillet 2025 à 0h01.

Titres formant quotité : la conversion des actions anciennes en actions nouvelles sera effectuée selon la procédure d'office.

Titres formant rompus : les actionnaires qui n'auraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions anciennes formant rompus, afin d'obtenir un nombre d'actions multiple de 1.000, jusqu'au 4 juillet 2025.

Passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas obtenu un nombre d'actions multiple de 1.000 seront indemnisés par leur intermédiaire financier dans un délai de 30 jours à compter du 9 juillet 2025, conformément aux articles L.228-6-1 et R.228-12 du Code de commerce et à la pratique du marché.

Les actions non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement.

Droit de vote : les actions nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si, à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiait du droit de vote double. En cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes.

A l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus.

Centralisation : toutes les opérations relatives au regroupement des actions auront lieu auprès d'Uptevia, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex, désigné en qualité de mandataire pour la centralisation des opérations de regroupement.

En application des articles L. 228-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce, les actions nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendues en bourse par les teneurs de comptes et les sommes provenant de la vente seront réparties proportionnellement aux droits formant rompus des titulaires de ces droits.

Les actions soumises au regroupement sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400RKU0 jusqu'au 4 juillet 2025, dernier jour de cotation.

Les actions issues du regroupement seront admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400ZU25 à compter du 7 juillet 2025, premier jour de cotation.

Ajustement des Valeurs Mobilières : afin de préserver les droits des porteurs des Valeurs Mobilières, il est d'ores et déjà prévu que le nombre d'actions de la Société à émettre dans le cadre de la conversion ou de l'exercice des OCEANE, des BSA, des BSPCE et à l'expiration de la période d'acquisition des AGA le cas échéant, soit ajusté par le Conseil d'administration de la Société à la suite du regroupement des actions.

La réunion du Conseil d'administration du 15 mai 2025 a délégué tous pouvoirs au Directeur Général à l'effet de procéder à la publication du présent avis de regroupement des actions et plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de procéder au regroupement des actions conformément à la réglementation applicable.

***Pour avis,
Le Conseil d'administration***